

# RAPPORT DE MISSION :

# BRÉSIL

---

12-18 juillet 2009

ASPRODEB – CNCR – FETRAF – CSA

## REMERCIEMENTS

A travers ce rapport, le CNCR et l'ASPRODEB par ma voix remercient les Responsables de la FETRAF et du Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim du Brésil qui n'ont ménagé aucun effort pour rendre possible cette mission. Les remerciements s'adressent également à Monsieur Marek POZNANSKI (CSA), Madame Agnès VERCAUTEREN (FETRAF) et tous les responsables du CSA pour leur appui technique qui a abouti au renforcement des liens de partenariat entre les OP d'Afrique de l'Ouest et celles du Brésil.

Enfin, je tiens à remercier toutes les personnes rencontrées et qui ont rendu cette mission si intéressante.

**Mamadou Cissokho**



## CONTEXTE

---

Le CNCR et la FETRAF/SUL entretiennent depuis quelques années des relations étroites de coopération et ceci grâce au Collectif Stratégies Alimentaires (CSA) une ONG belge ; c'est dans ce cadre que Monsieur Mamadou Cissokho, président d'honneur du CNCR, a effectué du 12 au 18 Juillet 2009, une mission au Brésil pour rencontrer les responsables de la FETRAF.

Le présent rapport relate les points essentiels qui constituent l'objet de cette Mission.

## INTRODUCTION

Depuis quelques années, le CNCR et le ROPPA, participent à une entreprise de construction de mécanismes d'accès aux marchés garantissant des revenus durables aux petits producteurs.

Cela, à partir de forums, sanctionnés par des Déclarations qui portent le nom des villes où se sont tenues les rencontres.

Ces forums enregistrent toujours la participation des OP d'Europe, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du Nord, et d'Amérique Latine autour d'un même idéal à savoir la promotion et le développement des Organisations paysannes.

La première rencontre a eu lieu à Dakar, avec la **Déclaration de Dakar**<sup>1</sup>.

La seconde s'est déroulée à CHAPECO, au Brésil, avec la **Déclaration de Chapeco**<sup>1</sup>.

La troisième rencontre s'est tenue en Belgique, avec la **Déclaration de Bruxelles**<sup>1</sup>.

Un partenariat est né, dans ce cadre, entre la FETRAF (Brésil), le CNCR et le ROPPA qui a abouti à l'organisation d'une visite d'échange des Responsables du CNCR et du ROPPA au Brésil en 2007, et de la FETRAF au Sénégal et en Guinée Bissau en 2008<sup>2</sup>.

Il convient, pour rappel, de préciser que les échanges entre Organisations de Producteurs des différentes parties du monde sont facilités par une ONG belge, le C.S.A. (Collectif Stratégies Alimentaires), qui s'est donnée pour mission de favoriser les rencontres et les échanges, par la conception d'outils d'informations et de communication, mis à la disposition de tous les groupes engagés dans le processus de construction.

### AU BRÉSIL, AU SÉNÉGAL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST DE NOUVELLES PERSPECTIVES SONT OUVERTES À L'AGRICULTURE FAMILIALE GRÂCE À UNE FORTE VOLONTÉ POLITIQUE

- Au Brésil, l'avènement du Gouvernement LULA, porté par le Mouvement social et les partis modérés, a accéléré des ruptures dans les politiques sociales. Ainsi, une plus grande volonté politique de justice économique s'est-elle exprimée, dans la politique de déclaration générale notamment, avec un engagement déterminant intitulé « FAIM ZERO ». Dès lors, l'objectif général du gouvernement est d'éliminer la faim dans l'un des plus grands pays agricoles du monde.

1. Voir les sites web:

- [www.dakardeclaration.org/](http://www.dakardeclaration.org/)
- [www.csa-be.org/?page=seminaire&id\\_rubrique=12&id\\_mot=174](http://www.csa-be.org/?page=seminaire&id_rubrique=12&id_mot=174)

2. Agricultures Familiales - Echanges entre le CNCR-ROPPA et la FETRAF :

- [www.csa-be.org/IMG/html/Voyages\\_etude\\_Bresil/page01.html](http://www.csa-be.org/IMG/html/Voyages_etude_Bresil/page01.html)

- Au Sénégal, l'avènement de l'Alternance a constitué également un clair moment de volonté politique, préoccupée par le développement accéléré de l'agriculture, et, qui s'est manifestée sur trois grands principes :
  1. une politique agricole volontariste ;
  2. des soutiens ciblés, pour l'acquisition des facteurs de production et au prix de l'arachide ;
  3. la mobilisation internationale sur la fracture agricole.
- Parallèlement, en Afrique de l'Ouest et au niveau de la CEDEAO, ont pu être constatées :
  - l'élaboration et la validation d'une politique agricole régionale : ECOWAP ;
  - la négociation d'un programme régional d'investissement agricole (PRIA et PNIA) dans les Pays ; et
  - l'implication du ROPPA, partenaire de la CEDEAO, du CILSS et de l'UEMOA dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques régionales.

### **UNE MISSION POUR TIRER PARTI DE L'EXPÉRIENCE DU PROGRAMME FAIM ZÉRO AU BRÉSIL ET POUR ENCOURAGER LES COOPÉRATIONS ET LES ÉCHANGES ENTRE BRÉSIL, LE SÉNÉGAL ET L'AFRIQUE DE L'OUEST**

Suite aux échanges qui se sont déroulés en 2007 et 2008 entre le CNCR/ROPPA et la FETRAF et suite à l'invitation lancée au CNCR par Crispim Moreira, Secrétaire National pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition au sein du Ministère du Développement Social et de lutte contre la Faim du Brésil, une mission de Mamadou Cissokho a été programmée en juillet 2009.

Du 12 au 18 juillet 2009, le rédacteur du présent rapport, accompagné de Marek Poznanski et Agnès Vercauteren, a effectué un déplacement au Brésil.

Les objectifs de la mission effectuée se retrouvent, entre :

- comprendre la mise en œuvre de la politique agricole du Brésil à l'endroit des exploitations familiales ;
- s'imprégner des mécanismes de mise en œuvre de la politique agricole et sur les rôles et les responsabilités des groupes d'acteurs notamment ;
- préparer avec les différents interlocuteurs, les échanges possibles, à travers la riche expérience du Brésil avec le Sénégal et l'Afrique de l'Ouest ;

3. En marge de l'atelier sur « La nécessité de réguler les marchés agricoles » organisé à Bruxelles les 4 et 5 mai 2009, Crispim Moreira a présenté aux OP africaine le programme "Faim Zéro" dont il coordonne la mise en œuvre au Brésil. Plus particulièrement, il a présenté le programme d'acquisition des aliments (PAA) : [www.csa-be.org/spip.php?article560](http://www.csa-be.org/spip.php?article560)

---

## 12 JUILLET 2009

---

### RÉUNION DE PROGRAMMATION

- la présentation de l'agenda proposé par la FETRAF, organisatrice de la mission ;
- méthodologie proposée pour la Mission : procéder à des présentations synthétiques, lors des rencontres, pour laisser place à des questions et à des informations spécifiques ; et
- reconnaissance du Ministère du Développement social et du Combat contre la faim comme étant le Maître d'Œuvre de la mission.

---

**13 JUILLET 2009 MATIN**

---

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET DU COMBAT CONTRE LA FAIM**

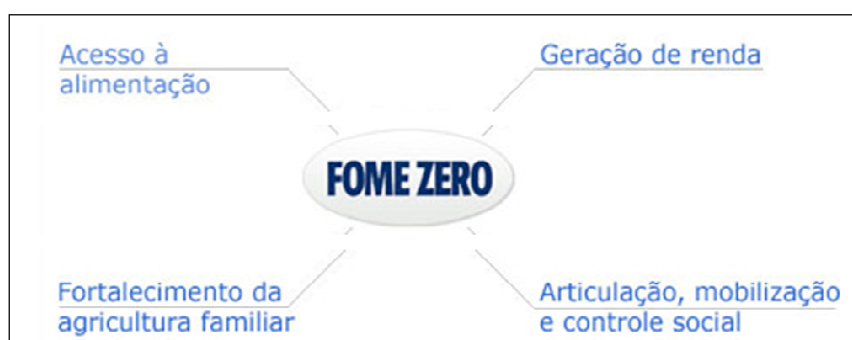
La mission a été reçue au Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim et accueillie par le Coordinateur du Programme Faim Zéro.

De l'exposé de Monsieur CRISPIM MOREIRA, Coordinateur, ressortent les points saillants suivants :

- bref historique de la volonté politique FAIM ZERO :
- janvier 2003, le Président Lula décide de combattre la faim (Programme Faim zéro).
- Il met en place un conseil dirigé par un Ministère extraordinaire, qui regroupe dix sept ministères et trente programmes gouvernementaux ;
- mise en place d'un vaste programme de bourses des familles (transfert direct d'argent aux familles pauvres) ;
- renforcement du programme alimentaire et scolaire, qui date de cinquante ans ;
- Mise en place d'un programme d'acquisition des aliments (PAA) qui permet de répondre aux besoins des consommateurs pauvres tout en favorisant l'appui à l'agriculture familiale locale et aux revenus des paysans au moyen d'achats institutionnel.
- création du Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim, regroupant trois ministères, en janvier 2004 ;
- approbation de la Loi sur le système national de l'alimentation : droits humains du citoyen à l'alimentation, base de la souveraineté alimentaire (2006) ;

- troisième Conférence Nationale de la Souveraineté alimentaire, qui a défini les principes et les règles relatifs à la mise en œuvre du Programme Faim Zéro, avec la définition des rôles et des responsabilités des acteurs ainsi que des institutions concernées(2007).

Etant donné que ce sont des fonds publics qui sont concernés, le système est porté par le contrôle social, réalisé à partir de commissions à tous niveaux et qui regroupent les représentants des organisations sociales, les syndicats, les élus et les représentants de l'Exécutif.



En ce qui concerne les cantines scolaires, depuis cinquante ans, existent au Brésil, une organisation publique d'achat d'aliments pour fournir les écoles.

Cependant, auparavant, les écoles achetaient sur base d'appel d'offres national et, évidemment, ce sont les grandes entreprises multinationales qui gagnaient tous les marchés.

A présent, le changement, qui est intervenu, a été une décision du Congrès qui institue qu'une partie des achats institutionnels pour les cantines scolaire soit réalisée directement avec les exploitations familiales agricoles (un minimum de 30% des achats). Cela, pour garantir des revenus aux agricultures familiaux et valoriser les produits locaux.

### LE PROGRAMME D'ACQUISITION DES ALIMENTS (PAA)

Le Programme d'Acquisition des Aliments (PAA) consiste à acheter les aliments auprès des agriculteurs familiaux. Il permet de répondre aux besoins des consommateurs pauvres tout en favorisant l'appui à l'agriculture familiale locale et aux revenus des paysans au moyen d'achats institutionnel. Le PAA a été créé en 2003 et son objectif est de « garantir un accès en quantité, qualité et régularité nécessaires aux populations en situation d'insécurité alimentaire et promouvoir l'inclusion sociale dans le milieu rural en renforçant l'agriculture familiale ».

Le Conseil de Gestion du PAA, qui est responsable de son application, est coordonné par Crispim Moreira du Ministère du Développement Social et de Lutte contre la Faim et inclut également le Ministère au Plan, Gestion et Budget, le Ministère du Développement Agricole, le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, le Ministère des Finances, la Compagnie Nationale d'Approvisionnement en Aliments (Conab) ainsi que des États et des municipalités. Le Programme



achète à des prix de références qui ne peuvent être ni supérieurs ni inférieurs à ceux pratiqués sur les marchés régionaux.

Il y a une limite de 3.500 R\$ par an et par famille d'agriculteurs qui bénéficie du PRONAF ; et la même valeur, par semestre, dans le cas spécifique du lait.

Les aliments achetés sont destinés aux personnes en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, prises en charge par des programmes sociaux locaux ainsi que d'autres citoyens en situation de risque de sous-alimentation comme les indigènes, les habitants de quilombos, les personnes qui vivent dans des campements de la réforme agraire et les déplacés des projets de barrages.

Par ailleurs, suite au vote d'une toute nouvelle loi par le Congrès le PAA vient d'être étendu à l'achat de 30% des aliments nécessaires à un vaste programme d'alimentation scolaire qui existe de longue date au Brésil et qui offre quotidiennement des repas à 37 millions d'enfants.

### MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME PAA

Pour participer au Programme PAA, un agriculteur familial doit être reconnu par une structure faitière et détenir un certificat qui atteste qu'il exploite des terres.

Les agriculteurs familiaux, reconnus dans le Programme, approvisionnent à partir de leurs coopératives.

Ils déposent, pour ce faire, leurs produits au siège de leurs coopératives, qui les acheminent vers les écoles indiquées par les municipalités.

Le contrôle de la qualité des produits est assuré par des professionnels des services publics.

Aussi, une Alliance est-elle créée entre les Producteurs et les consommateurs, qui apprécient de manger des produits du cru.

L'ensemble du Programme est mis sur internet, avec indication des informations que voici :

- identité des agriculteurs familiaux ;
- capacité de fourniture des produits ;
- données techniques et administratives sur l'exploitation agricole ;
- bénéficiaires potentiels.

Ce sont ces différents éléments qui permettent de financer le Programme.

La fixation des prix est opérée par les représentants de trois Ministères, regroupés dans une Commission.

Quatre cent produits sont reconnus dans le Programme.

Et, ce sont les familles vulnérables qui sont prioritaires dans l'accès au Programme.

Le système de production agro - écologique est encouragé par un bonus de 30% sur le prix accordé aux autres produits.

Les conseils de validation de sécurité alimentaire se retrouvent aux différents niveaux : national, régional et municipalité.

A tous ces différents niveaux, les mouvements sociaux sont représentés, et, à travers eux, les organisations paysannes.



---

## 13 JUILLET 2009 APRÈS-MIDI

---

### MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT AGRAIRE

C'est le Ministère des Relations Extérieures qui représente le Brésil dans les négociations internationales mais c'est le Ministère du Développement Agricole qui essaie d'influencer les positions brésiliennes en fonction de l'intérêt des agriculteurs familiaux, confie Monsieur Francesco Maria Pieri, Conseiller International au Ministère.

A la question "quelle est la vision du Brésil, en 2009, sur les négociations de l'agenda international ?", la réponse est qu'il y a une mutation de paradigme quant à la position du Brésil.

En réalité, l'ancienne position d'ouverture, de compétitivité et d'exploitation, sans être abandonnée, s'est vue adjointe une forte dose de soutien à l'agriculture familiale.

De nouvelles appréciations sont formulées qui prennent en compte l'impact de l'agriculture familiale comme élément dans les négociations internationales :

- le renforcement des programmes en cours, dans le second mandat du Président Lula ;
- le processus d'inscription, dans la constitution, de la reconnaissance du droit humain à l'alimentation ; comme
- éléments de légitimité du gouvernement, dans les négociations.



Il indique qu'au Brésil, est votée une Loi qui clarifie le principe de soutien à l'Agriculture familiale.

En effet, l'identification de l'exploitation familiale est régie par une Loi.

Avant l'avènement de LULA, des actions étaient, certes, mises en œuvre. Cependant, la volonté politique affichée et la mobilisation financière exprimée sont l'œuvre du Président LULA.

Une mobilisation financière très importante a accompagné cette volonté politique, pour

- 4 millions de familles touchées en sont bénéficiaires ;
- 2 millions de contrats, pour un montant total de 4 milliards d'euros mobilisés à travers des
  - fonds du trésor ;
  - banques,
  - dépôts à vue ;
  - épargne ; et
  - fonds institutionnels

Un fonds de protection des travailleurs est également mobilisé par le Programme. La totalité de ces fonds est mobilisée pour donner des crédits appropriés et accessibles aux familles agricoles et fait l'objet de remboursement.

Le taux de remboursement se situe entre 2 et 3%.

Au Brésil, la conviction est que, partout dans le monde, le rôle de l'Etat est fondamental dans le développement rural.

En définitive, l'impact de l'ensemble des programmes n'est pas négatif sur l'évolution normale des prix dans les marchés.

Une intervention est opérée sur les prix lorsqu'ils enregistrent une chute de 20% sur le Prix Normal Garanti.

Et, le Programme d'acquisition des aliments favorise, seulement, des stocks pour 2%.

C'est la compatibilité entre la prise en compte des familles vulnérables, des petits producteurs et la gestion de l'offre ainsi que la régulation des marchés.



## BIOCARBURANT

Il est à souligner que le Brésil est engagé également dans un Programme de production de biocarburant.

Le marché de biocarburant est régulé par une Loi sur les ventes aux enchères.

Il a pour objectif de développer l'énergie renouvelable propre.

Et, parallèlement à la grande production, il est élaboré un Programme spécifique d'insertion de l'agriculture familiale dans le biocarburant : 40.000 familles sont ainsi concernées sur un objectif de 200.000 familles.

Les exploitations familiales, impliquées, perçoivent entre 60 et 80 millions d'euros, aujourd'hui.

Le Brésil fournit un milliard de litres de biocarburant grâce aux avantages agro-écologiques. De 1980 à 2004, il y a eu un intérêt pour la culture du *Jatropha curcas*. Mais, à ce jour, il n'est pas possible d'obtenir toutes les informations scientifiques nécessaires pour se prononcer quant aux résultats.

## SITUATION AU SÉNÉGAL

Mettant à profit les deux rencontres de la journée, M. Cissokho a présenté les changements survenus au Sénégal depuis 1997, année de la reconnaissance et de la mise en place du Partenariat Etat / O.P. et des soutiens à l'agriculture.

A la différence du Brésil, le Sénégal n'a pas une grande agriculture mécanisée sur des milliers d'hectares et n'est pas un grand pays agricole.

Le Sénégal est dominé à 95% par l'agriculture familiale, petite et moyenne, orientée vers l'autosuffisance alimentaire des ruraux eux-mêmes et l'approvisionnement des marchés locaux en produits de base.

Le Sénégal exporte des arachides, un peu de coton et du poisson.

Depuis 2000, est affichée une volonté politique, affirmée de mobilisation financière au profit de l'accès des paysans aux intrants, semences, engrais produits phytosanitaires, petits équipements et soutien au prix de l'arachide, définition participative dans le processus d'approbation de la LOASP, renforcement des fonds de calamités et de garantie, accords de coopération avec plusieurs partenaires au développement pour la promotion des filières riz, oignon, pomme de terre, sésame, maïs, manioc et fleur d'hibiscus à travers des programmes spéciaux.

Si la présentation, ainsi faite, permet de constater une similitude entre les volontés politiques et les cibles, le Brésil apporte un plus par son système de contrôle social et implique une forte responsabilisation des agriculteurs familiaux par l'identification de leurs membres et par la validation de leurs demandes.

Au surplus, les achats institutionnels sont organisés dans un partenariat qui implique Exécutif, élus,

organisations sociales et organisations paysannes, avec une partie spécifique destinée aux familles agricoles faibles, démunies ou de petite taille.

L'identification des produits locaux, pris en compte dans le Programme d'achat Institutionnel, est une garantie de la protection de la valeur culinaire.

Ce qui se passe au Sénégal est très proche de ce qui est ressorti des exposés de la journée.

Cela qui fonde l'espoir qu'il y aura possibilités d'échanges et de partage d'expériences.



---

**14 JUILLET 2009**

---

**RENCONTRE AVEC LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT AGRAIRE, MONSIEUR  
GUILHERME CASSEL**

Après introduction des différentes personnes, présentes à la rencontre, M. CISSKHO est revenu sur

- les objectifs de la mission ;
- l'historique des relations nouées par les paysans du Sénégal et ceux de l'Afrique de l'Ouest.
- la récolte des informations durant la journée du 13 ; et
- la disponibilité des personnes rencontrées.

Par la suite, il a sollicité de Monsieur le Ministre qu'il lui indique quelles sont les limites de la volonté politique, exprimée par le gouvernement brésilien, d'abord ; les pistes de coopération entre le Brésil et l'Afrique, ensuite.

Dans sa réponse, Monsieur le Ministre s'est réjoui de la mission en cours et de toutes les informations reçues lors de sa préparation.

Il s'est réjoui également de la présentation, faite par M. CISSOKHO ;

Le Président Lula accorde une importance particulière aux relations du Brésil avec les pays du Sud, et l'Afrique plus particulièrement.

L'idée dominante au Brésil est que l'Afrique a beaucoup de choses qu'elle partage avec le Brésil.

Ensuite, Monsieur le Ministre a insisté sur les défis que le Président Lula veut relever et qui

concernent

- l'accès à la terre pour les agriculteurs familiaux ;
- l'accès au financement ;
- les services de base et la sécurisation des revenus ;
- le contrôle social avec l'implication des représentants de tous les groupes d'acteurs ; et
- la reconnaissance du droit humain à l'alimentation.

Le Ministre reste convaincu qu'il faut partir de la production agricole pour toucher à l'ensemble des questions liées aux solutions souhaitées.

Il croit que le Brésil peut jouer un rôle fondamental dans le transfert de technologies, à travers une coopération Brésil/Afrique.

Le Gouvernement du Brésil reste ouvert aux sollicitations des pays africains et porte un intérêt soutenu dans le renforcement du partenariat Brésil/Afrique pour défendre l'agriculture familiale et la souveraineté alimentaire.

En conclusion, le Ministre sera attentif aux propositions qui seront issues de la mission.





## VISITE AU CONSEA (CONSEIL NATIONAL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNEL)

Le CONSEA a été créé en 1993, à partir des pressions des mouvements sociaux. Il est composé des représentants des groupes d'acteurs dont les O.P.

Cependant, durant dix années, le gouvernement ne s'est pas préoccupé de son fonctionnement. En 2003, le Président Lula en fait une priorité pour mettre en œuvre FAIM ZERO.

La Conférence nationale se réunit de temps en temps :

- la première, en 1994 : conférence nationale ;
- la deuxième, en 2004 : conférence de continuité.
- la troisième, en 2007

Son fonctionnement est porté par des milliers de personnes qui participent aux niveaux (1) des municipalités ; (2) des Etats ; et (3) national.

C'est la Conférence qui définit les directives et la représentativité des délégués. Elle est accompagnée par une rencontre interministérielle sur la sécurité alimentaire.

Le Président du CONSEA est toujours issu de la Société civile. Le CONSEA, dans son exercice de 2007 à 2009, est formé de 57 conseillers (38 représentants la société civile et 19 les Ministres des différents Etats et les représentant du Gouvernement Fédéral.

Trois défis sont à relever :

1. construire un système de dialogue, de concertation et de négociation ;
2. structurer la politique de sécurité alimentaire ; et
3. réaliser le droit à l'alimentation comme droit fondamental à inscrire dans la constitution.



## VISITE À LA COMPAGNIE NATIONALE D'APPROVISIONNEMENT (CONAB)

La CONAB est née en 1991, en pleine politique de libre échange. Elle a été chargée de l'approvisionnement en produit agricoles et du stockage auprès de l'agro- négoce et de la grande production.

En 2003, le gouvernement lui a également demandé de s'occuper de l'agriculture, du stockage et de l'emmagasiner des stocks auprès de l'agriculture familiale.

Un institut de la citoyenneté, ONG liée au parti des travailleurs (PT) qui regroupe des techniciens de plusieurs ministères et de la société civile a joué un rôle pilote dans les nouvelles orientations de la CONAB en proposant des pistes pour de nouvelles législations en vue d'améliorer l'accès des agriculteurs familiaux aux marchés.

La CONAB collabore actuellement avec le programme Faim Zéro. Ses activités sont les suivantes :

- achat direct sur la base d'un prix de référence à négocier ;
- gestion des stocks pour les exploitations familiales ;
- achat avec donation d'aliments, matières premières ou transformées (au profit des structures définies par l'Etat).

L'essentiel pour l'Etat est d'essayer de garantir les achats par les exploitations familiales.



## VISITE AU FONDS NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION (FNDE).

C'est ce fonds qui permet l'achat direct des produits des agriculteurs familiaux. Il permet de financer également le matériel didactique, les coûts de transport, la santé des aliments...

### LES PRINCIPES DU FNDE :

Ils sont relatifs aux

- droit à l'alimentation pour tous les élèves des écoles publiques et privées ;
- les élèves doivent être présents à l'école 200 jours par an ;
- l'équité et la durabilité ; et
- les responsabilités décentralisées, portées par la participation sociale.

### LES LIGNES DIRECTRICES DU FNDE :

Elles passent par

- assurer une alimentation adéquate et équilibrée ;
- prendre en charge la problématique de la nutrition et de l'alimentation ;
- fournir les aliments et investir sur l'alimentation et la nutrition ; et
- acquérir les produits chez les familles agricoles.

Les opérations ont atteint 47 millions d'élèves dans 190.000 écoles, pour un coût de un milliard de dollars. L'objectif reste de promouvoir l'apprentissage en améliorant les performances du rendement scolaire par la diversité de la qualité des produits alimentaires.

Pour développer l'éducation, les liens entre éducation, agriculture et alimentation sont mis en valeur. Aussi, sur le financement global, trois cent millions de dollars U.S. (30%) sont-ils mis à la disposition de l'agriculture familiale, avec des procédures spécifiques. Plusieurs ressources humaines - agronomes, nutritionnistes, juriste et autres - accompagnent le programme auprès des écoles et des municipalités.



## VISITES ET ÉCHANGES AVEC DES DIRIGEANTS DE LA FETRAF

Durant cette rencontre, les responsables ont fait part de leur compréhension de la FAIM ZERO et du Programme d'Appui à l'Agriculture familiale.

Un des responsables, Altemir TORTELI, a confirmé la véracité des différentes présentations, faites par les personnes déjà rencontrées. Il existe effectivement deux types d'agricultures au Brésil :

1. un modèle dominant avec de grandes superficies et consommateur de main d'œuvre, sous le joug des multinationales. Cette agriculture produit principalement du soja, du maïs, de la canne à sucre, de la viande et du lait ;
2. une agriculture qui s'oriente, de plus en plus, vers une intégration des petits producteurs dans l'agro-industrie et essentiellement sur les productions de tabac, lait, viande de porc et poulet.

Les deux modèles sont en compétition et constituent le socle de l'exportation brésilienne. Les deux systèmes fonctionnent sur la base de la concentration des ressources et des terres et sur les filières (cane à sucre, maïs, lait...).

L'agriculture familiale, à côté de ces deux types, est multifonctionnelle et atteint quatre millions de familles dont la moitié n'arrive pas à sécuriser son alimentation.

Le rôle de l'Etat, dans ces inégalités, est total car c'est à partir d'un modèle de coopérative de l'agriculture industrielle que les gouvernements successifs, appuyés par la Banque Mondiale, ont développé ces deux modèles d'agriculture.

Au fur et à mesure de l'incorporation des familles dans l'agro-industrie, les changements d'habitudes dans les modes de vie ont déstructuré les sociétés rurales, au Brésil.

A partir de 1980, un front de questionnements, sur ce type d'agriculture - principalement l'accès à la terre, les prix justes, les crédits diversifiés... -, a été porté par une coalition d'acteurs de la Société civile (Eglise, ONGs, leaders paysans...).

Cette grande lutte a abouti aux deux grands programmes de soutien :

- 4 millions de familles agricoles, pour cinq milliards d'euros ;
- 300.000 familles de l'agro-industrie, pour 33 milliards d'euros.

La lutte concerne également la transformation des méthodes d'actions sociales.

Aujourd'hui, des potentialités énormes sont offertes. Cependant des faiblesses, liées à la FETRAF, constituent autant de limites quant à en bénéficier.

A la réalité, les multinationales payent un technicien pour 100 fermes là où le gouvernement paye un technicien pour 2500 fermes.

Les soutiens au développement des capacités institutionnelles sont très faibles et ralentissent l'appropriation des opportunités.

Plusieurs leaders reconnaissent que les efforts sont visibles et décentralisés : « Nous sommes impliqués dans le dialogue, entre nous et avec les autres acteurs. Le Programme Agricole manque, cependant, d'assistants techniques et de financement de capacités institutionnelles au profit des O.P. » disent-ils.

La FETRAF organise, dans les municipalités, les journées de lutte qui sont l'occasion de formuler des propositions, sur la base de problèmes communs :

- le respect de l'environnement ;
- la lutte des femmes dans l'agriculture familiale ;
- comment sortir de l'assistanat ;
- mieux valoriser nos produits.

Au Brésil, un Programme de rencontres existe, également, au profit des ruraux et qui leur permet d'avoir un revenu minimum (13 milliards d'euros ; pour 7 millions de retraités).

## **RENCONTRE AVEC LE PREMIER VICE-PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS : MONSIEUR MARCO MAIA**

La visite de courtoisie, en compagnie du Coordinateur de la FETRAF Sud, Altemir Tortelli a été l'occasion pour le vice-président de confirmer l'ensemble des déclarations des différents interlocuteurs rencontrés <sup>4</sup>.

Ancien syndicaliste de la métallurgie, camarade de combat de Lula, il a insisté sur le Mouvement social et le travail de prospective car ce qui s'est passé au Brésil, ce sont quarante années de réflexion, de recherche et d'alliance.

Le Brésil est certes loin de la satisfaction de toutes les attentes, mais les ruptures irréversibles sont visibles à travers les choix d'orientations politiques clairs :

- le droit humain à l'alimentation ;
- les programmes de soutien aux groupes vulnérables, à l'agriculture familiale... ;
- l'équité et la justice sociale comme base de gouvernance ;
- le contrôle social, opéré à tous niveaux, par les représentants de chacun des groupes sociaux ; et
- le dialogue et la négociation pour bâtir les consensus.

4. Photos sur le site du Congrès Brésilien de la rencontré entre le Deputé Marco Maia et Mamdou Cissokho [www.camara.gov.br/internet/bancoimagem/default.asp?data=15/7/2009#](http://www.camara.gov.br/internet/bancoimagem/default.asp?data=15/7/2009#)

Les choses ne sont pas faciles. Il faut y croire, veiller aux acquis et, surtout, éviter les dérapages.

Pour conclure, le Vice - Président a insisté sur l'intérêt de la Chambre des Députés et de tout le Brésil sur les relations Sud/Sud, Brésil/Afrique plus particulièrement.



---

**15 JUILLET 2009**

---

**DIRECTION DE LA FETRAF**

La Mission, objet du présent rapport, a coïncidé avec la tenue d'un important atelier de la FETRAF à Brasilia.

Une centaine de leaders sont venus de tout le pays, invités dans le cadre de l'extension des Programmes d'Acquisition des Aliments (PAA) due à la nouvelle législation sur l'approvisionnement des cantines scolaires (minimum de 30% des achats devant venir de l'agriculture familiale).

A cette occasion, il a été demandé au Président Cissokho de présenter le point sur la mise en œuvre de l'ECOWAP (politique agricole en Afrique de l'Ouest).

Opportunité, qui lui a permis de mettre en exergue les avancées significatives dans les méthodes participatives d'élaboration et de validation d'implication des acteurs.

Au niveau de l'Afrique de l'Ouest et de son espace institutionnel qui est la CEDEAO, le moment est à la recherche de programmes similaires au plan régional comme au plan des Etats, et le ROPPA (organisation régionale de paysans) est partenaire dans la région, pour la mise en œuvre des différentes politiques définies.

L'ECOWAP reconnaît la souveraineté alimentaire dans sa politique.

Ce qui donne au ROPPA des marges de manœuvre dans l'organisation du marché régional et la protection des produits locaux.

Pour les membres du ROPPA, la Sécurité alimentaire, c'est d'abord, la reconnaissance des hommes et des femmes qui produisent, et, ensuite, les liens culturels entre ces produits, les valeurs culinaires et l'alimentation.

Il ne s'agit pas uniquement de disponibilité et d'accessibilité.

Les Responsables, Représentants de la FETRAF, ont insisté sur les similitudes de cette compréhension et des échanges ont eu lieu sur les enjeux des OP et les contraintes dans le partenariat avec les Etats.

Il a été convenu, par les parties, de continuer les échanges pour développer l'Alliance Mondiale des Paysans.





---

**16 JUILLET 2009**

---

**RENCONTRES AVEC LES PRINCIPAUX ACTEURS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAA  
DANS LA MUNICIPALITÉ DE CAMPO MAGRO - PR**

La Mission s'est rendue dans la région Sud dans l'Etat du Parana pour voir sur le terrain des expériences concrètes de mise en œuvre des Programmes d'Acquisition des Aliments et certains Responsables Paysans dont Monsieur Marcos Rochinski, Secrétaire Général de la FETRAF – Sud.

Cette seconde étape de la mission a consisté à converser directement avec les organisations, membres de la FETRAF, et les élus municipaux de la municipalité de Campo Magro - PR.

Dans son exposé, M. CISSOKHO a fait savoir à ses interlocuteurs l'intérêt qu'il porte à la compréhension de la dynamique d'alliance dans la mise en œuvre du Programme Faim zéro.

Il était moins intéressé par les aspects institutionnels qui ont été largement commentés au niveau de la capitale, Brasilia.

L'intérêt, en venant à la base, étant de mieux appréhender les rôles et les responsabilités de chacun ainsi que la manière dont le partenariat est vécu.

A travers cette mission, il souhaitait recueillir des informations précises sur les outils et mécanismes utilisés en pratique sur le terrain dans le cadre de la mise en œuvre des programmes publics, en faveur de l'agriculture familiale et des exploitations agricoles.

Les différents intervenants ont, par suite, confirmé l'implication de leurs membres. Ici, disent-ils, les coopératives sont partenaires du Programme avec les municipalités et les écoles.



Ce sont leurs structures qui valident la liste des potentiels bénéficiaires du Programme et qui sont en charge, également, du suivi et de la mise en œuvre des engagements souscrits par leurs membres.

Des membres de la FETRAF – Sud, élus au Conseil de la Municipalité, demeurent des agriculteurs, qui sont aussi impliqués dans le Programme.

Pour les Responsables de la FETRAF – Sud, les financements ne sont pas le plus déterminant dans le Programme. Les opportunités, qu’offre l’Alliance pour la souveraineté alimentaire, sont le plus important.

Les Délégués paysans, rencontrés par la Mission, sont fiers de la progression du système agro - écologique en agriculture.

La Délégation a mis à profit l’occasion offerte pour visiter la ferme familiale de la Conseillère Municipale, qui est, dans le même temps, Présidente de la Coopérative agro- écologique de sa province. En effet, l’agro - écologie se marie bien avec le tourisme rural. Aussi, une partie des exploitants agricoles gère des auberges.

Les repas, qui ont été servis chez la Présidente, sont composés essentiellement de produits de l’agro - écologie. Ce qui demeure une règle dans les auberges pour touristes.

A la question de la Mission : “y a-t-il des débats au sein de FETRAF – Sud sur les contraintes rencontrées à la base, dans un modèle qui considère l’agro -écologie comme choix de système de production ?”,

Il a été répondu oui. A tous les niveaux, les structures décentralisées de la FETRAF organisent des débats et des échanges sur les problèmes, au regard des échelons national et international.

Le principaux sujets, ressortis de ces espaces de concertation, constituent les thèmes de l’Agenda de la FETRAF.



---

**17 JUILLET 2009**

---

### **VISITE D'UNE COOPÉRATIVE DE CRÉDIT - CRESOL ET DE L'ASSOCIATION SYNDICAL DE L'AGRICULTURE FAMILIALE DE CERRO AZUL – PR**

Dans les programmes d'appuis à l'agriculture familiale, le système de crédit joue un rôle important. En 2008, le Gouvernement fédéral a identifié des sites, appelés Terroirs de citoyenneté pauvres, pour recevoir des investissements publics.

Dans la région, 300 paysans participent à l'approvisionnement des produits agricoles dans la Municipalité et dans les écoles. Plus de 60 institutions reçoivent les produits des membres de l'organisation, et, parmi-elles, 4 grands ainsi que 44 petits collèges.

Il est à préciser que la Loi, au Brésil, ne permet pas la présence de deux syndicats dans une même municipalité. Aussi, tous les paysans adhèrent-ils dans un même syndicat.



La Coordination de crédits bénéficie du Programme National de Financement (PRONAF), qui a démarré en 1996 dans la région, et du Programme d'Achat des Aliments, depuis 2004. A ce niveau, insistance est faite, également, sur le rôle fondamental de l'organisation de la société civile dans la durée, gage du contrôle social.

Les Responsables de la Coopérative du Crédit constatent avec regret que les résultats acquis font dormir plusieurs paysans, qui pensent que tout est réglé. Or, les gouvernements passent, les associations continuent.

Dans cette municipalité, le Mouvement paysan est né à partir d'un petit projet de 100 euros en 1989 pour être, aujourd'hui, un Mouvement populaire.

## CONCLUSIONS

Aussi, du 12 au 18 juillet, la mission a-t-elle noué divers contacts avec de multiples acteurs intervenant dans la politique de développement agricole du Brésil

Plusieurs similitudes peuvent être constatées entre le Brésil et le Sénégal :

- longue et solide expérience d'organisation sociale, en milieu rural, notamment ;
- une volonté politique soutenue, portée par des programmes et des fonds importants ;
- la reconnaissance de la souveraineté alimentaire dans les politiques nationales
- l'engagement à mettre en place des soutiens ciblés à l'agriculture, en général ; à l'exploitation familiale, en particulier ;

L'institutionnalisation du contrôle social, à travers les commissions multi-acteurs indépendantes, est un atout majeur pour le Brésil et une piste à explorer pour le Sénégal.

Les achats institutionnels et l'accès approprié au financement, à des taux raisonnables, pour les couches vulnérables et les petits producteurs, sont des mesures d'incitation à l'investissement dans l'agriculture familiale et la garantie des revenus.

La mise à la disposition des produits locaux, achetés directement auprès de l'agriculture familiale, aux écoles et autres structures politiques garantit le lien entre agriculture, produit alimentaire et développement locale.

Au Sénégal, les éléments sont là et avec un peu plus d'efforts, les producteurs et leurs partenaires pourraient aller très vite dans la mise en œuvre de la LOASP, qui n'a rien à envier à la politique agricole du Brésil.



---

## RECOMMANDATIONS

---

Le CNCR et la FETRAF doivent renforcer leur coopération dans le domaine de la formation des leaders, des systèmes de production, portés par l'agro-écologie, et de la mobilisation sociale pour garantir la durabilité des alliances avec les autres acteurs.

Cela peut se faire avec les membres du ROPPA, les agriculteurs de Wallonie, du Canada et le CSA, comme facilitateur.

La validation du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) peut être une occasion, à saisir, d'une mission multi-acteurs présidée par le Ministère de l'Agriculture et de l'Aquaculture, avec des Délégués paysans, le Commissariat à sa Sécurité Alimentaire, le Ministère de la Solidarité, des Députés de la commission Développement rural de l'Assemblée Nationale, les Représentants des Elus locaux, des cadres de la CNCAS, un Conseiller de la Présidence, un Conseiller de la Primature..., pour rencontrer leur Partenaire du Brésil.

A la fin de la mission, une visite a été effectuée à l'Ambassade du Sénégal au Brésil.

L'Entretien, accordé par le 2<sup>ème</sup> Conseiller Monsieur NDOUR, a permis à la Mission de lui faire le compte-rendu du déroulement des travaux, d'abord ; de lui donner copie des cartes de visite des membres rencontrés, des organisations brésiliennes, ensuite ; de lui demander de rendre compte à Monsieur l'Ambassadeur.

**Mamadou CISSOKHO**

## CALENDRIER

Dates	Activités
10 juillet 2009	Départ de Dakar
11 juillet	Journée en transit à Lisbonne  Arrivée à Brasilia et installation
12 juillet	REUNION DE PROGRAMMATION AVEC MAREK ET AGNES POUR LE CADRAGE DE LA MISSION
13 juillet 2009	09:00 – 13:00 : Réunion avec le MDS (Ministère du Développement social, qui coordonne le programme Faim Zéro) - Telma Castelo Branco.  15 :00 – 18 :00 : Réunion avec le MDA(Ministère du Développement Agricole qui coordonne le programme de financement de l'agriculture familiale : Pronaf et le PAA) - Francesco Pierri
14 juillet	08 :45 : Réunion avec o Exmo. Sr. Ministro do Desenvolvimento Agrário, Guilherme Cassel.  09 :30 : Réunion avec le CONSEA (Conseil National sur la sécurité alimentaire).  11 :30 : Réunion avec le CONAB.  15 :00 : Réunion avec le FNDE(FONDS NATIONAL DE DEVELOPEMENT DE L'EDUCATION).  18 : 00 Réunion avec des dirigeants de la FETRAF

15 juillet	<p>08 :00 : RENCONTRE AVEC LE PREMIER VICE-PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES : MARCO MAIA</p> <p>10 :00 : Rencontre avec une centaine de leaders de tout le pays de la FETRAF</p> <p>Participation avec un atelier sur les achats institutionnels dans le cadre du programme Faim Zéro ;</p> <p>Partage de l'expérience Sénégalaise.</p> <p>Départ sur Curitiba</p>
16 juillet	Visite de terrain Campo Magro - PR
17 juillet 2009	Visite de terrain Cerro Azul - PR
18 juillet 2009	Retour vers Sao Paulo
19 juillet 2009	Retour sur Lisbonne





Le CNCR et la FETRAF/SUL entretiennent depuis quelques années des relations étroites de coopération et ceci grâce au Collectif Stratégies Alimentaires (CSA) une ONG belge ; c'est dans ce cadre que Monsieur Mamadou Cissokho, président d'honneur du CNCR, a effectué du 12 au 18 Juillet 2009, une mission au Brésil pour rencontrer les responsables de la FETRAF.

Le présent rapport relate les points essentiels qui constituent l'objet de cette Mission.

**ASPRODEB – CNCR – FETRAF – CSA**